

CONTRAT D'EMISSION D'OBLIGATIONS

Avertissement :

La présente émission obligataire est réalisée dans le cadre d'une opération de financement participatif telle que définie à l'article L.411-2- I bis du Code monétaire et financier. La mise en place de cette émission, y compris l'accès à ce document, a été réalisée dans le respect des règles applicables et l'attention de l'Obligataire a été attirée sur les risques inhérents à cette opération.

La diffusion, directe ou indirecte, au public des instruments financiers acquis à l'occasion de cette émission ne peut être réalisée que dans les conditions prévues aux articles L.411-1, L.411-2, L.412-1 et L.621-8 à L.621-8-3 du Code monétaire et financier.

Cette opération ne donne pas lieu à l'établissement d'un prospectus soumis au visa de l'Autorité des Marchés Financiers.

ENTRE :

[Dénomination sociale], société [forme sociale] au capital de [capital social] euros, dont le siège social est sis [siège social], immatriculée au registre du commerce et des sociétés de [ville] sous le numéro [numéro], dûment représentée par son [type de mandat ex : président, directeur général], [civilité] [prénom] [nom],

OU

Je soussigné(e),
[Civilité] [prénom] [nom],
Demeurant [adresse],
Né(e) le [date] à [ville/pays],
De nationalité [nationalité],

(ci-après dénommé l'« **Obligataire** » ou l'« **Investisseur** »)

ET :

[Dénomination sociale], société [forme sociale] au capital de [capital social] euros, dont le siège social est sis [siège social], immatriculée au registre du commerce et des sociétés de [ville], sous le numéro [numéro], dûment représentée par son [type de mandat ex : président, directeur général], [civilité] [prénom] [nom], ci-après dénommée le « **Fondateur** »,

(ci-après dénommée la « **Société** »)

L'Obligataire et la Société sont ci-après dénommés individuellement une « **Partie** » et collectivement les « **Parties** ».

Le présent contrat est composé de deux parties indissociables et indivisibles que sont les Conditions Générales et les Conditions Particulières tels que ces termes sont définis ci-après.

Les Conditions Particulières définissent le montant et la durée de l’Emprunt ainsi que ses conditions spécifiques.

Seules les Conditions Particulières sont susceptibles de déroger aux Conditions Générales. En cas de contradiction entre les Conditions Générales et les Conditions Particulières, les stipulations des Conditions Particulières prévaudront.

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES

INTERPRETATION ET DEFINITIONS PREALABLES

Le préambule des présentes fait partie intégrante du Contrat Obligatoire. Il a donc la même portée contractuelle. Toute référence à un article ou à une annexe constitue, sauf stipulation expresse contraire, une référence à un article ou à une annexe du Contrat Obligatoire.

Outre les termes dont certains articles du Contrat Obligatoire donnent une définition expresse, les termes suivants auront la signification précisée ci-après lorsque leur première lettre apparaît en majuscule. Les définitions données pour un terme employé au pluriel s’appliqueront tant à l’ensemble ainsi défini qu’à un ou plusieurs de ses éléments pris individuellement. Les définitions données pour un terme employé au pluriel s’appliqueront également lorsque ce terme sera employé au singulier et *vice versa*.

- « **Autorisation** » : a le sens défini à l’article 13.2 ;
- « **Campagne** » : a le sens défini au préambule ;
- « **Cas d’Exigibilité Anticipée** » : a le sens défini à l’article 11.1 ;
- « **Cas de Remboursement Anticipé Obligatoire** » : a le sens défini à l’article 26 ;
- « **Compte Personnel** » : a le sens défini à l’article 19 ;
- « **Conditions Générales** » : désignent les présentes conditions générales ;
- « **Conditions Particulières** » : désignent pour un Emprunt donné les conditions particulières qui complètent les Conditions Générales et précisent les modalités particulières applicables à cet Emprunt ;
- « **Contrat Obligatoire** » : a le sens défini au préambule ;
- « **Date d’Echéance** » : a le sens défini à l’article 4 ;
- « **Date de Jouissance** » : a le sens défini à l’article 2 ;

- « **Date de paiement des Intérêts** » : a le sens défini à l'article 6 ;
- « **Documents d'Information** » : désignent les document d'information relatifs à la Campagne et à la Société qui figurent sur la Plateforme à la rubrique « Présentation de l'Emetteur et du projet » ;
- « **Droit de Propriété Intellectuelle et Industrielle** » : a le sens défini à l'article 13.2 ;
- « **Effet Défavorable Significatif** » : a le sens défini à l'article 13.2 ;
- « **Emprunt** » : a le sens défini au Préambule ;
- « **Engagement de Souscriptions** » : a le sens défini au Préambule ;
- « **Intérêts** » : a le sens défini à l'article 6 ;
- « **IRA** » : a le sens défini à l'article 7 ;
- « **Obligataire** » ou « **Investisseur** » : a le sens défini dans la comparution des Parties ;
- « **Obligations** » : a le sens défini au Préambule ;
- « **Partie** » : a le sens défini en page 1 ;
- « **Plateforme** » : a le sens défini au préambule ;
- « **Société** » : a le sens défini a le sens défini dans la comparution des Parties ;

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

- A. La Société a souhaité procéder à une émission obligataire dont elle a proposé la souscription (la « **Campagne** ») sur la plateforme internet de WiseProfits, société par actions simplifiée au capital social 6.583,11 euros dont le siège social est situé 14, avenue de l'Opéra – 75001 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 812 309 284, Conseiller en Investissements Participatifs immatriculée auprès de l'Organisme pour le registre unique des intermédiaires en assurance, banque et finance (ORIAS) sous le n° 16002193 (ci-après la « **Plateforme** »).
- B. L'objet et les modalités de ce financement de la Société (l'« **Emprunt** ») sont indiqués aux Conditions Particulières.
- C. Selon les modalités précisées aux Conditions Particulières, l'Obligataire a indiqué, via la Plateforme, son engagement de souscrire à des obligations de la Société (ci-après l'« **Engagement de Souscription** »). L'Obligataire s'est ainsi engagé à souscrire auxdites obligations sous certaines conditions, notamment de succès de la Campagne.
- D. La Société ayant recueilli le montant minimum d'Engagements de Souscription nécessaire au succès de la Campagne, celle-ci peut maintenant être finalisée, et à cette fin la Société a décidé l'émission de l'Emprunt composé d'obligations de la Société (les « **Obligations** »).
- E. Conformément à l'Engagement de Souscription, la souscription des Obligations est partiellement réservée à l'Obligataire selon les modalités précisées aux Conditions Particulières.
- F. Le présent contrat d'émission obligataire (le « **Contrat Obligataire** ») a pour objet de définir les termes et conditions de l'Emprunt qui lie la Société et l'Obligataire. Il est précisé que l'ensemble des obligataires souscrivant à l'Emprunt conclura un contrat en tout point identique au Contrat Obligataire, à l'exception des informations propres à l'Obligataire (identité, montant etc...).

IL EST ENSUITE CONVENU CE QUI SUIIT :

1. Emission et souscription des Obligations

Les Obligations sont émises par la Société en application des dispositions des articles L.228-38 et suivants du Code de Commerce.

La souscription résultera de la remise à la Société par l'Obligataire d'un bulletin de souscription avant l'expiration du délai prévu aux Conditions Particulières, accompagné du montant de sa libération au siège social de la Société.

2. **Forme des Obligations**

Les Obligations ont la forme de titres nominatifs et porteront jouissance à compter de leur émission (la « **Date de Jouissance** »). Les droits de l'Obligataire seront représentés par une inscription sur un compte ouvert à leur nom sur les registres tenus par la Société. Aucun document matérialisant la propriété des Obligations ne sera émis en représentation des Obligations.

3. **Cession des Obligations**

Les Obligations ne seront ni négociables ni cessibles, à l'exception (i) de l'éventuelle cession d'Obligations par l'Obligataire aux fonds gérés par la société de gestion est Phillimore, société par actions simplifiée au capital de 375.000 euros, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro B 451 377 329, dûment représentée par son Président Cyril Tramon, et (ii) de l'éventuelle cession d'Obligations par lesdits fonds au profit de nouveaux porteurs.

L'Obligataire reconnaît le caractère non liquide de l'Emprunt.

4. **Durée**

Sous réserve des stipulations ci-après relatives au remboursement ou à l'exigibilité anticipée, l'Emprunt est souscrit pour la durée indiquée aux Conditions Particulières (la « **Date d'Echéance** »).

5. **Utilisation des sommes perçues au titre de l'Emprunt**

Les sommes perçues au titre de l'Emprunt seront exclusivement utilisées par la Société conformément aux modalités indiquées aux Conditions Particulières, ce à quoi la Société s'engage.

6. **Rémunération**

Les Obligations produiront, à compter de la Date de Jouissance, des intérêts au taux indiqué dans les Conditions Particulières (les « **Intérêts** »).

Les Intérêts sont payés tous les trois (3) mois, au plus tard dix (10) jours calendaires avant la fin du trimestre en cours (la « **Date de Paiement des Intérêts** »).

Le premier paiement d'Intérêts interviendra au plus tard dix (10) jours calendaires avant la fin du premier trimestre qui suit la date de souscription des Obligations.

En cas de remboursement anticipé dans les conditions ci-dessous, le montant des Intérêts courus sera calculé *pro rata temporis* d'après le nombre exact de jours écoulés entre la dernière date anniversaire de la Date de Jouissance et la date de remboursement, sur la base d'une année de 365 jours.

7. Remboursement des Obligations

Les Obligations seront remboursables selon les modalités indiquées aux Conditions Particulières.

Les garanties éventuelles dont peuvent bénéficier l’Emprunt sont, le cas échéant, indiquées aux Conditions Particulières.

La Société pourra rembourser par anticipation la totalité de l’Emprunt moyennant un préavis de quinze (15) jours calendaires. Tout remboursement anticipé ne pourra être que total. Dans cette hypothèse, des indemnités de remboursement anticipées (les « IRA ») seront dues par la Société ; les IRA seront égales à 4% du montant de l’encours de l’Emprunt hors taxes. Elles seront versées à concurrence de la moitié (2%) à la Plateforme et à concurrence de l’autre moitié (2%) à l’Obligataire proportionnellement à la quote-part que ses Obligations représentent sur le montant total de l’Emprunt.

Dans l’hypothèse où le remboursement anticipé intervient au cours des douze premiers mois à compter de la mise à disposition des fonds à la Société, la Société devra payer, en sus des IRA, un montant forfaitaire d’Intérêts égal à douze mois d’Intérêts déduction faite des Intérêts déjà payés depuis la mise à disposition des fonds.

Dans l’hypothèse où le remboursement anticipé intervient après les douze premiers mois à compter de la mise à disposition des fonds à la Société, la Société devra payer, en sus des IRA, les Intérêts courus jusqu’à la date effective de remboursement.

Si les Conditions Particulières prévoient des Cas de Remboursement Anticipé Obligatoire, les Obligations devront intégralement être remboursées, y compris les Intérêts courus, au plus tard trente (30) jours calendaires après la survenance du Cas de Remboursement Anticipé Obligatoire.

8. Rang des Obligations

Les Obligations constituent des engagements de la Société prioritaires sur toute émission obligataire (ou autre titre de créance) et sur tout prêt d’associés existant ou ultérieur. Elles viendront au moins pari passu avec toute autre dette chirographaire et non subordonnée de la Société.

La Société s’engage, jusqu’au remboursement effectif des Obligations, à ne pas constituer un nantissement ou autre sûreté sur son fonds de commerce au bénéfice d’autres valeurs mobilières sans consentir les mêmes garanties et le même rang aux Obligations.

9. Intérêts de retard

Toute somme en principal, intérêts, frais et accessoires exigible en vertu des stipulations des présentes qui ne serait pas payée à la bonne date, portera intérêt de plein droit, à partir de cette date jusqu’au jour de son paiement effectif, au taux de 3% l’an et sans qu’il soit besoin d’une mise en demeure préalable. Les intérêts de retard seront calculés sur la base du nombre de jours écoulés et d’une année de 365 jours (ou

366 pour les années bissextiles).

Cette stipulation ne pourra nuire à l'exigibilité survenue et, par suite, ne pourra pas valoir accord de délai de règlement.

Les intérêts de retard seront capitalisés s'ils sont dus pour une année entière, conformément à l'article 1343-2 du Code Civil, et porteront intérêt au même taux que les Intérêts.

10. Modalités de paiement

A chaque Date de Paiement des Intérêts et à la Date d'Echéance, la Société effectuera les paiements des Intérêts (y compris, le cas échéant, des intérêts de retard et pénalités), dus à l'Obligataire, par virement, valeur jour de paiement, en fonds immédiatement disponibles, sur le Compte Personnel de l'Obligataire pour la part lui revenant.

A la Date d'Echéance, la Société procèdera au remboursement de l'Obligataire, à hauteur de sa quote-part d'Obligations, par virement, valeur jour de paiement, en fonds immédiatement disponibles, sur le Compte Personnel de l'Obligataire pour la part lui revenant.

Ces paiements se feront sous réserve de la déduction des impôts éventuels que la loi mettrait à la charge de l'Obligataire et dont le paiement incomberait à la Société.

11. Exigibilité anticipée

11.1 *Cas d'Exigibilité Anticipée*

Les événements suivants constitueront des cas d'exigibilité anticipée (les « **Cas d'Exigibilité Anticipée** ») :

- a) En cas de non-paiement des sommes exigibles ou d'une seule échéance d'Intérêts ;
- b) En cas de décès, état de cessation de paiements ou de surendettement, de redressement judiciaire civil ou commercial, de liquidation judiciaire, de faillite personnelle ou de déconfiture du dirigeant de la Société et ce dans les limites permises par la loi ;
- c) En cas d'inexactitude de l'une des déclarations faites au Contrat Obligataire par la Société, notamment concernant la nature de la Campagne ;
- d) En cas d'inexécution d'une seule des conditions du Contrat Obligataire ;
- e) En cas de changements des mandataires sociaux de la Société sans accord préalable écrit du représentant de la masse agissant au nom et pour le compte des obligataires, accord qui ne pourra être déraisonnablement différé ou refusé sans motif légitime ;

- f) En cas d'opération de fusion, scission ou apport concernant la Société, initiée sans accord préalable écrit du représentant de la masse agissant au nom et pour le compte des obligataires (accord qui ne pourra être déraisonnablement différé ou refusé sans motif légitime) ;
- g) Au cas où, sans accord préalable écrit du représentant de la masse agissant au nom et pour le compte des obligataires (a) le fonds de commerce de la Société est cédé ou nanti, ou (b) l'activité de la Société est arrêtée complètement ou substantiellement ;
- h) En cas de changement de contrôle direct ou indirect de la Société au sens de l'article L.233-3 du Code de Commerce ;
- i) En cas de non certification des comptes, dans la mesure où la Société a un Commissaire aux comptes, ou comptes non attestés par l'expert-comptable de la Société dans la mesure où la Société n'a pas de commissaire aux comptes ;
- j) En cas de manquement à l'une quelconque des obligations prévues au présent Contrat Obligataire et en particulier aux déclarations et garanties de la Société ;
- k) En cas de non affectation du montant emprunté tel que prévu dans le Contrat Obligataire ;
- l) En cas de défaut de paiement des créances du Trésor public, de la sécurité sociale et des salariés, ouverture d'une procédure d'alerte, de règlement amiable, d'une procédure collective ou de toute autre procédure similaire ;
- m) En cas de survenance d'un fait susceptible d'entraîner une détérioration substantielle de l'activité, du patrimoine, ou de la situation financière de la Société ;
- n) En cas de cessation de l'activité de la Société ou dissolution de la Société ;
- o) En cas de dissimulation par la Société d'informations pertinentes et plus généralement un comportement judiciairement répréhensible du dirigeant de la Société ;
- p) En cas d'exigibilité anticipée de toute somme due par la Société au titre de l'un quelconque des contrats relatifs à d'autres financements conclus par la Société par l'intermédiaire de la Plateforme ou leur résiliation pour quelque cause que ce soit ;
- q) En cas d'exigibilité anticipée potentielle de toute somme due par la Société au titre d'un financement, en ce compris un prêt bancaire, une émission d'obligations ou de bons de caisse, pour quelque cause que ce soit ;
- r) En cas de nouveau financement effectué après la conclusion du Contrat Obligataire par l'intermédiaire d'une plateforme de crowdfunding ou crowdlending sans accord préalable écrit du représentant de la masse ;

- s) Tout autre cas d'exigibilité anticipée prévus le cas échéant aux Conditions Particulières.

11.2 *Engagement d'information d'un Cas d'Exigibilité Anticipée*

La Société s'engage à informer le représentant de la masse de la survenance d'un quelconque Cas d'Exigibilité Anticipée dans les meilleurs délais après en avoir eu connaissance.

11.3 *Survenance d'un Cas d'Exigibilité Anticipée*

La survenance d'un Cas d'Exigibilité Anticipée sera notifiée par le représentant de la masse, par lettre recommandée avec avis de réception ou par courrier électronique. Pour tout Cas d'Exigibilité Anticipée pour lequel une régularisation s'avère possible, et dans la mesure où ledit Cas d'Exigibilité Anticipée survient pour la première fois (en ce que ce Cas d'Exigibilité Anticipée, quels que soient les faits ou circonstances auxquels il se rapporte, n'a jamais donné lieu au préalable à une notification quelconque de la part du représentant de la masse), la Société disposera d'un délai maximum de cinq (5) jours calendaires à compter de la notification susvisée pour procéder à sa régularisation.

A défaut de régularisation à bonne date (sauf dérogation expresse écrite accordée par le représentant de la masse), ou si le principe d'une régularisation ne s'avère pas applicable, l'Emprunt sera, sur simple notification du représentant de la masse effectuée par lettre recommandée avec avis de réception ou par courrier électronique, exigible par anticipation sans que l'Obligataire ait à remplir une quelconque autre formalité ni à faire prononcer en justice la déchéance du terme. La Société sera alors tenue au paiement de toutes les sommes en principal, intérêts, intérêts de retard, frais, commissions et accessoires dus à l'Obligataire au titre du Contrat Obligataire.

12. Organisation des obligataires en une masse

12.1 *Masse des obligataires et assemblée générale des obligataires*

Conformément aux dispositions de l'article L. 228-46 du Code de Commerce, jusqu'au remboursement en numéraire des Obligations, les porteurs d'Obligations seront groupés de plein droit, pour la défense de leurs intérêts communs, en une masse jouissant de la personnalité civile. Dans le cas où des émissions ultérieures d'obligations offriraient des droits identiques à ceux de la présente émission, les porteurs d'obligations seraient regroupés dans la masse formant une masse unique.

Les porteurs d'Obligations se réuniront en assemblée générale dans les conditions fixées par les dispositions légales.

La masse sera représentée par un ou plusieurs mandataires élus par l'assemblée générale des porteurs d'Obligations. Le représentant de la masse a le pouvoir d'accomplir au nom de la masse tous les actes de gestion pour la défense des intérêts communs des obligataires, il ne peut pas s'immiscer dans la gestion des affaires de la Société.

Le premier représentant de la masse est nommé aux Conditions Particulières.

Le représentant de la masse pourra être révoqué par l'assemblée générale des porteurs d'Obligations statuant à la majorité qualifiée des deux-tiers sur la base d'un quorum de trois-quarts des obligataires.

Chaque Obligation donnera droit à une (1) voix à l'assemblée générale.

Les frais d'assemblée ainsi que, d'une façon générale, tous les frais afférents au fonctionnement de la masse seront à la charge de la Société.

Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul titulaire d'Obligations, ce dernier exercera les droits dévolus par le Code de Commerce au représentant de la masse et l'assemblée générale des obligataires.

12.2 *Droits d'information des obligataires*

Tout reporting mis à disposition des obligataires en vertu du présent article devra comporter une analyse des principaux écarts par rapport au budget annuel et à l'année N-1, selon le format défini entre la Plateforme et la Société.

Il sera mis à disposition de chacun des porteurs d'Obligations les informations suivantes, suivant les périodicités figurant ci-après :

Annuellement :

- Dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice, les comptes de l'exercice de la Société et de ses filiales, et le cas échéant consolidés, ainsi que les rapports des commissaires aux comptes,
- Dans les trente (30) jours calendaires suivant la clôture de l'exercice, un reporting comportant nécessairement, pour l'année écoulée et l'année précédente, le chiffre d'affaires, l'excédent brut d'exploitation, le résultat d'exploitation, le résultat net après impôts, les dettes financières et la trésorerie, en social et en consolidé selon les cas.

12.3 *Décisions des obligataires*

L'assemblée générale des obligataires sera appelée à autoriser toutes modifications du présent Contrat Obligataire. Elle sera convoquée par le président de la Société, ou par le liquidateur, pendant la liquidation. Les décisions prises par l'assemblée générale des obligataires, ou l'obligataire unique, sont constatées par des procès-verbaux conservés au siège social de la Société, dans un registre spécial.

13. Déclarations et garanties

13.1 *Déclarations de l'Obligataire*

L'Obligataire déclare et garantit à la Société :

- qu'il est une personne physique agissant pour des besoins non professionnels ou une personne morale régulièrement constituée ;
- qu'il dispose de la capacité juridique et des pouvoirs nécessaires à la conclusion du présent Contrat Obligataire ;
- que le présent Contrat Obligataire le lie et sera exécutoire à son encontre ;
- qu'il a effectivement pris connaissance et compris les informations relatives à la Société, à la destination des fonds et aux risques encourus au titre du Contrat Obligataire qui figurent sur la Plateforme et sont reproduites en **Annexe 2** ;
- que les informations qui ont été ou seront transmises par lui (i) à la Plateforme pour s'enregistrer sur la Plateforme et (ii) à la Société dans le cadre de la conclusion du présent Contrat Obligataire, sont exactes, sincères et complètes.

13.2 *Déclarations et garanties de la Société*

La Société déclare et garantit à l'Obligataire ce qui suit :

- la Société est régulièrement constituée, elle existe valablement au regard des lois qui lui sont applicables et exerce ses activités conformément aux lois, décrets, règlements, et statuts (ou autres documents constitutifs) qui lui sont applicables ; les membres de ses organes sociaux et ses dirigeants, ainsi que le cas échéant ses commissaires aux comptes, ont été régulièrement nommés et exercent leurs fonctions respectives conformément aux lois applicables ;
- la Société a la pleine capacité pour détenir ses actifs et exercer ses activités, et détient ses actifs et exerce ses activités de la manière décrite dans les Documents d'Information qui figureront sur la Plateforme ; elle possède, tant en France qu'à l'étranger, tous les permis, approbations et autres autorisations nécessaires à la détention et l'utilisation de ses actifs et à l'exercice de ses activités (les « **Autorisations** ») et s'y conforme ; aucune modification ou retrait de l'une des Autorisations ne menace d'intervenir ;
- toutes les autorisations éventuellement nécessaires à la conclusion et l'exécution du Contrat Obligataire (y compris l'autorisation de ses organes de direction ou de tout autre organe compétent) ont été dûment obtenues et sont toujours en vigueur, et le Contrat Obligataire est conforme à son objet social ; il constitue un ensemble de droits et obligations ayant force obligatoire à son encontre en toutes ses dispositions ;
- la conclusion et l'exécution du Contrat Obligataire ne contreviennent à aucune disposition des lois, décrets, règlements, et statuts (ou autres documents constitutifs) qui lui sont applicables, ou à aucun engagement contractuel et ne constituent pas un cas de déchéance du terme permettant à un créancier de déclarer l'exigibilité anticipée de toute dette contractée ou garantie par la Société ;
- la Société n'est pas, ou ne sera pas à brève échéance, l'objet d'une procédure visée au Livre VI du Code de Commerce ou toute autre procédure étrangère équivalente,

et il ne fait pas l'objet d'une procédure d'alerte ou toute autre procédure étrangère équivalente ;

- la Campagne a été valablement décidée et autorisée par ses organes sociaux conformément à ses statuts, son règlement intérieur, tout autre document contractuel, et aux lois et règlements applicables. Sous réserve du paiement effectif du prix de souscription des titres financiers émis dans le cadre de la Campagne, les titres financiers émis dans le cadre de la Campagne sont valablement émis, et entièrement libérés. Il n'existe aucune restriction statutaire ou légale empêchant l'émission des titres financiers émis dans le cadre de la Campagne. Il n'existe aucune restriction statutaire restreignant la libre négociabilité des titres financiers émis dans le cadre de la Campagne ;
- elle n'est pas défaillante dans l'exécution d'une obligation contractuelle dont l'inexécution serait susceptible d'affecter défavorablement la Société, ses activités, sa situation financière ou ses perspectives, ou sa capacité à exécuter ses obligations au titre du Contrat Obligataire ;
- il n'existe pas à l'encontre de la Société d'action de nature judiciaire, administrative ou arbitrale (y compris en matière fiscale), de réclamation en cours ou de procédure de contrôle ou de redressement fiscal en cours ou, à sa connaissance, de menace d'action de nature judiciaire, administrative ou arbitrale ou de réclamations dont il pourrait résulter un effet défavorable pour la Société, ses activités, sa situation financière ou ses perspectives, ou qui pourrait affecter la bonne exécution du Contrat Obligataire ;
- ses comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de la Société. Ces comptes annuels ont été préparés conformément aux normes comptables françaises ;
- en outre, depuis la date de clôture de ses derniers comptes audités et jusqu'à ce jour et sous réserve de ce qui est indiqué dans les Documents d'Information, il ne s'est produit aucun Effet Défavorable Significatif, un « **Effet Défavorable Significatif** » étant tout changement, événement ou circonstance ayant, ou étant susceptible d'avoir, individuellement ou collectivement, un effet défavorable significatif sur la situation juridique, financière, les résultats, les actifs, l'activité ou les perspectives de la Société ;
- depuis la date des derniers comptes annuels, il n'est pas envisagé de modifier pour l'établissement des comptes au titre du prochain exercice ou au titre de l'exercice clos, les principes et méthodes comptables appliqués par la Société dans le cadre de l'établissement des comptes annuels, à l'exception des modifications qui résulteraient d'un changement de la réglementation comptable applicable, intervenant entre la date du Contrat Obligataire et la date d'établissement desdits comptes ;
- à l'exception des engagements hors bilan mentionnés dans les comptes annuels et les Documents d'Information et de ceux qui ne seraient pas susceptibles d'avoir d'Effet Défavorable Significatif, la Société n'a actuellement pas d'engagement

hors bilan ;

- sous réserve de ce qui est indiqué dans les Documents d'Information, il n'existe aucune relation contractuelle de quelque nature que ce soit entre la Société d'une part, et tout actionnaire, associé ou dirigeant ou membre d'un organe de direction de la Plateforme d'autre part ;
- les Documents d'Information, ainsi que leurs éventuels rectificatifs, compléments ou mises à jour, à la date à laquelle ils ont été établis, contiennent toutes les informations requises par la législation et la réglementation applicables ; les Documents d'Information, à la date à laquelle ils ont été établis, ne contiennent pas d'information inexacte concernant des faits importants, ni d'omission de faits importants dont la divulgation serait nécessaire afin que les informations qui y figurent ne soient pas, au regard des circonstances dans lesquelles elles ont été formulées, trompeuses ou susceptibles d'induire en erreur ; les informations figurant dans les Documents d'Information sont exactes, précises et sincères ;
- les prévisions et objectifs inclus dans les Documents d'Information sont sincères, issues de sources que la Société estime fiables et fondées sur des hypothèses que la Société estime raisonnables ;
- il n'existe aucun autre fait connu de la Société ou raisonnablement prévisible par la Société dont l'omission pourrait, dans le contexte de la Campagne, faire qu'une information contenue dans l'un des Documents d'Information soit, à la date à laquelle il a été établi, susceptible d'induire en erreur sur un point important ;
- les informations contenues dans les documents présentés lors des échanges avec l'Obligataire organisés avec la Société étaient, sont ou seront sincères et exactes en tous points à la date à laquelle chacun de ces documents a été ou sera établi ;
- à l'exception des Droits de Propriété Intellectuelle et Industrielle librement disponibles dans le commerce et de ceux pour lesquels une absence de licence ou dont l'absence de propriété ou de droit d'utilisation ou dont le non-respect ne seraient pas susceptibles d'avoir d'Effet Défavorable Significatif :
 - la Société est valablement propriétaire ou est titulaire de licences d'utilisation valablement contractées et en cours de validité afférant à tous les Droits de Propriété Intellectuelle et Industrielle nécessaires à l'exercice de ses activités ; et
 - aucun de ces droits ne contrevient aux droits d'un tiers ;

étant précisé que pour les besoins du Contrat Obligataire, le terme « **Droit de Propriété Intellectuelle et Industrielle** » désigne les brevets, les demandes de brevets, les marques, les dénominations sociales, les noms commerciaux, les noms de domaines, les dessins et modèles, publiés ou non, les droits d'auteur, les logiciels, les droits liés au savoir-faire et à la technologie et tous autres droits de propriété intellectuelle et industrielle ;

- elle a dûment rempli et déposé, auprès des autorités compétentes, toutes les

déclarations fiscales dans les conditions prescrites par les textes en vigueur et, d'une façon générale, s'est conformée à toute prescription ou obligation de nature fiscale résultant de toute loi, règlement ou décision qui lui serait applicable, à l'exception de toutes omissions de dépôt ou de toutes violations d'une prescription ou obligation de nature fiscale qui ne seraient pas susceptibles d'avoir d'Effet Défavorable Significatif ;

- la Société a connaissance des risques portés par la conclusion du Contrat Obligataire, et en particulier du risque de surendettement. A cet égard, la Société garantit à l'Obligataire qu'elle a défini de manière prudente ses besoins de financement et sa capacité de remboursement.

Si la Société contrôle directement ou indirectement d'autres sociétés au sens de l'article L. 233-3 du Code de Commerce, la Société déclare et garantit *mutatis mutandis* pour l'ensemble de ces sociétés.

Les déclarations et garanties ci-dessus seront réputées exactes jusqu'à complet remboursement des Obligations et paiement par la Société de toutes sommes dues au titre des Obligations en principal, intérêts, intérêts de retard, commissions, frais et accessoires, étant précisé que la Société sera tenue d'informer l'Obligataire de la survenance de tout évènement qui remettrait en cause l'exactitude de ces déclarations, dès qu'elle aura connaissance de la survenance d'un tel évènement.

14. Confidentialité

Les Parties s'engagent à titre de clause de confidentialité, pendant toute la durée du Contrat Obligataire et pour quelque cause que soit, à la confidentialité la plus totale, en s'interdisant de divulguer, directement ou indirectement, quelques informations auxquelles elles auraient pu avoir accès dans le cadre de l'exécution du Contrat Obligataire, à moins que lesdites informations, connaissances ou savoir-faire ne soient tombés dans le domaine public ou que leur divulgation soit rendue nécessaire en vertu d'un règlement particulier ou d'une injonction administrative ou judiciaire.

Elles s'interdisent de même, de révéler à des tiers l'existence du Contrat Obligataire et de ses conditions.

15. Dispositions diverses

15.1 *Autonomie des stipulations*

Dans le cas où une ou plusieurs des stipulations du Contrat Obligataires seraient nulles, illégales ou inapplicables d'une manière quelconque au titre d'une loi quelconque, la validité, la légalité ou l'applicabilité des autres stipulations des présentes n'en serait aucunement affectée. Dans une telle hypothèse néanmoins, les Parties conviennent de se concerter et de tout mettre en œuvre afin d'intégrer dans le Contrat Obligataire une nouvelle clause ayant pour effet de rétablir la volonté commune des Parties telle qu'exprimée dans la clause initiale et ce, dans le respect des dispositions et règlements applicables.

15.2 *Non-renonciation*

Le fait par l'une des Parties de ne pas sanctionner la violation de l'une des stipulations du Contrat Obligataire ne saurait valoir renonciation à faire sanctionner la violation de toute autre stipulation ou toute violation ultérieure de cette même stipulation.

15.3 *Informations importantes*

La Société et l'Obligataire, s'ils le souhaitent, pourront éventuellement saisir un médiateur qui peut être le conciliateur de la justice institué par le décret n° 78-381 du 20 mars 1978 relatif aux conciliateurs de justice. L'éventuelle saisine du médiateur ne pourra en aucun cas remettre en cause les modalités spécifiques en cas de défaillance de la Société énoncées précédemment qui s'appliqueront, et ce compris les actions judiciaires et autres mesures d'exécution.

15.4 *Droit applicable et juridictions compétentes*

Le Contrat Obligataire est soumis au droit français.

Tout différend qui naîtra de l'interprétation, de l'exécution, de l'inexécution ou des suites, ou conséquences du Contrat Obligataire sera soumis à la juridiction du Tribunal de commerce de Paris.

15.5 *Election de domicile*

Aux fins des présentes, les Parties élisent domicile en leurs domiciles et sièges sociaux respectifs.

16. Facteurs de risques

En complément des informations et avertissements dont il est fait référence ci-dessus, l'Obligataire reconnaît avoir pris parfaitement connaissance des facteurs de risques suivants :

- les obligataires sont soumis à un risque de crédit, à savoir le risque de la Société soit incapable de remplir ses obligations financières au titre de l'Emprunt, entraînant ainsi une perte pour les obligataires ;
- les obligataires sont regroupés pour la défense de leurs intérêts en une masse, qui pourrait prendre en assemblée générale des décisions qui s'appliqueront à l'ensemble des obligataires, y compris ceux n'ayant pas participé au vote ou ayant voté contre ;
- les lois et règlements applicables à l'Emprunt peuvent être amenés à évoluer, aucune garantie ne peut être donnée sur les incidences que pourrait avoir une telle évolution sur les obligataires.

17. Documents incorporés par référence

Le présent Contrat Obligataire doit être lu et interprété conjointement avec l'ensemble des informations et avertissements qui ont été transmises à l'Obligataire sur la Plateforme préalablement à l'Emprunt et à la signature du Contrat Obligataire.

DEUXIEME PARTIE : CONDITIONS PARTICULIERES

Les présentes Conditions Particulières ont pour objet de définir les modalités particulières de l’Emprunt.

18. Objet et caractéristiques de l’Emprunt

La Société a pour activité [activité].

L’Emprunt a pour but de financer [objet du financement] de la Société.

La Campagne a été mise en ligne du [XX.XX.XXXX] au [XX.XX.XXXX] sur la Plateforme afin de recueillir les Engagements de Souscription.

La Société a décidé le [date] l’émission de l’Emprunt pour un montant nominal de [] euros représenté par [] Obligations d’un montant nominal de [] euro chacune.

Aux termes de son Engagement de Souscription en date du [date intention de souscription], l’Obligataire a fait part de son intention de souscrire à une quotité des Obligations pour un montant de [montant intention de souscription].

Conformément à l’Engagement de Souscription, la souscription des Obligations est donc partiellement réservée à l’Obligataire à hauteur de [montant souscrit par l’Obligataire en chiffre et en lettres] euros, soit [nombre d’obligations souscrites par l’Obligataire en chiffre et en lettres] Obligations.

19. Souscription des Obligations

La souscription des Obligations sera reçue à compter de ce jour, et jusqu’au [date] (inclus). Elle sera close par anticipation dès que l’intégralité des Obligations composant l’Emprunt aura été souscrite.

La souscription résultera de la remise à la Société par l’Obligataire d’un bulletin de souscription avant l’expiration du délai fixé ci-dessus, accompagné du montant de sa libération au siège social de la Société.

Il est rappelé que concomitamment à son Engagement de Souscription, l’Obligataire a transféré le [date], depuis son compte personnel de la Plateforme (le « **Compte Personnel** ») préalablement crédité, une somme de [montant] sur un compte bloqué pendant la durée de la Campagne. Le prix de souscription de la quotité d’Obligations souscrites par l’Obligataire sera payé en totalité par versement en numéraire depuis ce compte bloqué vers le compte bancaire ouvert au nom de la Société pour la réception des fonds de l’Emprunt.

20. Durée

La Date d'échéance de l'Emprunt est fixée au [XX.XX.XXXX].

21. Utilisation des sommes perçues au titre de l'Emprunt

Les sommes perçues au titre de l'Emprunt seront exclusivement utilisées par la Société dans le cadre du [détailler : exemple développement de son activité], ce à quoi la Société s'engage.

22. Intérêts

Les Intérêts des Obligations sont calculés au taux fixe annuel de [] %.

Pour satisfaire aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, il est précisé, en tant que de besoin, que le taux effectif global applicable à l'Emprunt est au jour des présentes de [] % annuel.

Un échéancier des paiements des Intérêts figure en **Annexe 1** des présentes.

23. Remboursement des Obligations

Les Obligations seront remboursables [à la Date d'échéance ou amortissable] par remboursement de leur valeur nominale [trimestriellement si amortissable].

24. Garanties

[SI ABSENCE DE GARANTIE :]

Les Obligations ne sont assorties d'aucune garantie.

[SI CAUTION :]

Par acte de cautionnement séparé, Monsieur [XX.XX.XXXX], Président de la Société, se portera caution solidaire du remboursement des Obligations en principal, intérêts, frais et accessoires, dans la limite de [XX.XX.XXXX] euros.

[SI ASSURANCE HOMME CLE :]

La Société a contracté une assurance homme-clé couvrant Monsieur [XX.XX.XXXX], Président de la Société, pour un montant en principal de [XX.XX.XXXX] euros.

25. Cas d'Exigibilité Anticipée supplémentaires

[SI AUCUNE DES OPTIONS CI DESSUS :]

Sans objet.

[SINON :]

Les événements suivants constitueront des Cas d'Exigibilité Anticipée supplémentaires applicables à l'Emprunt :

- (i) En cas de dénonciation ou de résiliation de l'acte de caution ;
- (ii) En cas de résiliation de l'assurance homme-clé pour quelque raison que ce soit ;
- (iii) Autre.

26. Cas de Remboursement Anticipé Obligatoire

[SI AUCUNE OPTION DE REMBOURSEMENT OBLIGATOIRE :]

Sans objet.

[SINON :]

Les événements listés ci-après constitue des cas de remboursement anticipé obligatoire (les « **Cas de Remboursement Anticipé Obligatoire** ») sauf dérogation expresse écrite accordée par le représentant de la masse :

- (i) Cession des actifs suivants de la Société : [XX.XX.XXXX] ;
- (ii) Versement d'indemnités au titre de l'assurance homme-clé ;
- (iii) Autre.

27. Représentant de la masse

Le premier représentant de la masse est :

[**Dénomination sociale**], société [forme sociale] au capital de [capital social] euros, dont le siège social est sis [siège social], immatriculée au registre du commerce et des sociétés de [ville] sous le numéro [numéro], dûment représentée par son [type de mandat ex : président, directeur général], [civilité] [prénom] [nom],

OU

[**Civilité**] [prénom] [nom],
Demeurant [adresse],
Né(e) le [date] à [ville/pays],
De nationalité [nationalité],

Ce dernier a déclaré accepter ces fonctions et ne pas être frappé par une des incompatibilités prévues à l'article L. 228-49 du Code de Commerce.

* *
*

Fait à Paris,
Le [date]

En deux (2) exemplaires

Société

Obligataire

Annexe 1 – Tableau échéancier des Intérêts

Annexe 2 – Informations relatives à la Société